



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-SAVOIE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°74-2019-046

PUBLIÉ LE 8 MARS 2019

# Sommaire

## **74\_Préf\_Präfecture de Haute-Savoie**

74-2019-03-07-003 - Arrêté n°2019-CAB-BSI-009 portant diverses mesures d'interdiction,  
du vendredi 8 mars au dimanche 10 mars 2019 (2 pages)

Page 3

74\_Préf\_Préfecture de Haute-Savoie

74-2019-03-07-003

Arrêté n°2019-CAB-BSI-009 portant diverses mesures  
d'interdiction, du vendredi 8 mars au dimanche 10 mars  
2019



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DU CABINET

Bureau de la sécurité intérieure

Annecy, le 7 mars 2019

Le préfet de la Haute-Savoie  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Arrêté n° 2019-CAB-BSI-009 portant diverses mesures d'interdiction, du vendredi 8 mars au dimanche 10 mars**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2215-1 ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code pénal, notamment l'article 322-11-1 2° et R.610-5 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3,4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Considérant** que du 8 au 10 mars des rassemblements de personnes sont susceptibles de se produire sur la voie publique du fait des manifestations des "gilets jaunes" et notamment sur les communes de Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Domancy, Les Houches, Passy, Servoz, Saint-Gervais, Saint-Martin sur Arve, Sallanches et Viry ;

**Considérant** que ces rassemblements de personnes sont susceptibles de générer des débordements constituant des troubles à l'ordre public ;

**Considérant** que le tir de feux d'artifice et pétards ou l'utilisation de fumigène sur la voie publique sans autorisation est susceptible de provoquer des blessures ;

**Considérant** qu'il est nécessaire, pour prévenir de tels actes qui portent gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens, de prendre toutes mesures de police de nature à garantir la sûreté et la tranquillité publiques ;

**SUR** proposition de madame la directrice de cabinet ;

## ARRETE

**Article 1** : Du vendredi 8 mars 2019 à 18h au dimanche 10 mars 2019 à 10h , sont interdits :

- la détention et l'usage de pétards ou feux d'artifice sur la voie publique, à l'exception des personnes majeures titulaires de l'agrément préfectoral prévu à l'article 5 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 ou du certificat de qualification F4 T2 niveaux 1 ou 2 ;

- l'achat et le transport d'acide, de combustibles corrosifs, carburants à emporter, gaz inflammables et de tous produits inflammables ou chimiques sont interdits sur l'ensemble du département sauf nécessité dûment justifiée par le client, vérifiée en tant que de besoin, avec le concours des services de police et de gendarmerie ;

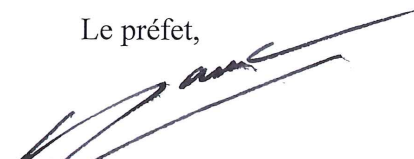
- la consommation d'alcool sur la voie publique.

**Les interdictions s'appliquent aux communes de Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Domancy, Les Houches, Passy, Servoz, Saint-Gervais, Saint-Martin sur Arve, Sallanches et Viry.**

**Article 2** – Le non-respect des dispositions prévues à l'article 1 est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Bonneville, Saint-Julien-en-Genevois et Thonon-les-Bains, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,



Pierre LAMBERT

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publicité, conformément à l'article R 779-2 du code de justice administrative.